

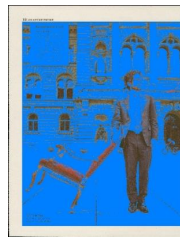


De quoi parle-t-on?

Fathi Derder, journaliste et conseiller national vaudois, a décidé de quitter la politique. Dans son livre «Les petits secrets du Palais», il révèle les dessous de la vie bernoise, dégomme les certitudes dogmatiques des parlementaires et positive sur les coups de boutoir du «parti de la suissitude».



Fathi Derder ne se représentera pas pour un troisième mandat à Berne.



«Le Parlement suisse est l'un des plus puissants du monde»

Après huit années à Berne comme conseiller national, le PLR vaudois Fathi Derder tire sa révérence. Avec en guise de testament un livre où il révèle les «petits secrets du Palais».

Texte: Laurent Nicolet Photos: Ephraïm Bieri

Vous décrivez un Parlement qui ressemble davantage à un cirque qu'à une institution sérieuse... au risque de décourager les vocations?

Personne ne m'avait prévenu, m'avait dit par exemple, prépare-toi à parler devant une assistance qui ne t'écoute pas. Tout se trame en réalité dans les coulisses. Pour modifier une loi, le moyen le plus rapide, c'est de négocier avec l'Administration. Derrière cette *commedia dell'arte*, entre ceux qui imaginent les lois, ceux qui les exécutent, ceux qui en parlent, ceux qui les influencent – à savoir les fonctionnaires, les élus, les lobbyistes et les journalistes –, il y a en réalité un système qui fonctionne très bien.

N'empêche, les élus tels que vous les racontez ont l'air plutôt obtus, vous parlez même du «lobby des convictions inébranlables»...

Il faut admettre qu'en politique, les opinions sont souvent faites d'avance. On change trop peu d'avis. Trop souvent, en commission, c'est nous, les parlementaires, qui faisons la leçon aux spécialistes, au nom de dogmes, sans les écouter. C'est pour cela que la meilleure façon de créer une majorité, c'est de convaincre chacun, un par un, en coulisse.

Vous affirmez qu'en réalité, les conseillers fédéraux ont très peu de pouvoir...

Oui, d'ailleurs la crème de l'intelligentsia suisse ne se presse pas au portillon pour

avoir le job. Vous perdez la maîtrise de votre agenda, vous n'avez plus de vie privée et votre marge de manœuvre est extrêmement réduite. Si vous avez un projet de réforme, vous devez convaincre votre administration puis le Parlement, ensuite le peuple, un vrai travail pour super-héros. Un conseiller fédéral se retrouve coincé entre une Administration extrêmement compétente et un Parlement qui est l'un des plus puissants du monde.

Vous n'exagérez pas un peu?

Un parlementaire lambda peut avoir l'ambition d'instaurer une nouvelle loi.

Ça n'a l'air de rien, mais dans la plupart des parlements – voyez en France, par exemple – une loi ne sera modifiée que si le gouvernement a décidé de la modifier. Chez nous, un parlementaire d'un petit parti, s'il prend beaucoup de temps, peut convaincre la majorité, alors qu'un conseiller fédéral n'aura que très peu de chances.

Vous estimez le génie politique suisse en danger, sous les coups de boutoir du «parti de la suissitude»...

Nous avons un parti populiste qui, comme tous les partis populistes du monde, s'attaque aux institutions, ce qui est assez pratique parce qu'en général une institution, ça ne répond pas. Les conseillers nationaux UDC passent leurs journées à taper sur le Conseil national, le Conseil fédéral,



le Tribunal fédéral. Taper sans chercher de solutions, c'est s'attaquer à un élément central du bon fonctionnement de la Suisse: le consensus, qui nous épargne un système majorité-opposition où un élu passe toute sa législature à défaire ce que le précédent a fait. Ce consensus, les populistes n'en veulent pas, parce que si vous êtes d'accord, vous n'existez pas.

Comment expliquez-vous ce que vous appelez «la haine des institutions»?

Dans la logique de l'UDC, l'individu est roi, tout ce qui dépasse l'individu commence à devenir suspect. La famille, ça va, la commune, c'est bien, le canton, ça commence à être suspect, la Confédération, ça on n'aime pas du tout. Et avec Bruxelles, là, c'est la guerre. La guerre contre la bureaucratie, l'institution, tout ce qui bride l'individu, qui est le seul maître.

La primauté de l'individu, voilà qui devrait plaire à un libéral comme vous...

Les libéraux ne sont pas des libertaires. Ils attribuent un rôle central à l'État. Une présence qui ne doit pas être trop envahissante, trop contraignante, mais doit garantir que personne ne reste en marge de la société. Ce n'est pas parce qu'on est libéral qu'on a envie que les gens meurent de faim. Alors qu'il y a une forme d'anarchisme dans la vision de l'UDC, qui considère que l'État n'a rien à faire. Il y a là une force destructrice pour la Suisse, mais qui à mon avis va retomber.

Qu'est-ce qui vous rend si optimiste?

Les mouvements populistes obéissent à des cycles naturels dans la démocratie. Dans un système où les gens peuvent râler, quand il y a une conjonction d'éléments défavorables, ça profite aux partis qui ne font que râler. Depuis quinze ou vingt ans, partout ces éléments ne manquent pas: montée du terrorisme, vagues migratoires, crise financière,

«Nous n'avons rien

d'autre en Suisse, il est fou de vouloir économiser sur les cerveaux»

appauvrissement de la classe moyenne. Dans ces conditions, le populisme est un phénomène normal, qui devrait s'effacer si les élus trouvent les bonnes réponses.

Un point où vous divergez souvent avec votre parti, c'est votre propension à la dépense publique...

Un rôle de l'État qui pour moi est essentiel, c'est d'investir. Dans la formation, les infrastructures, la sécurité, etc. Or sur la formation, l'État est en train de lever le pied. Pour moi, c'est incompréhensible. On peut faire des économies partout, à commencer par les chars de l'armée, mais pas sur la formation. L'armée et l'agriculture ont des lobbys extrêmement puissants, donc on commence par faire les poches de ceux qui n'ont pas de tracteurs pour bloquer la Place fédérale. En plus, on n'a pas besoin de faire des économies. On réalise entre 2 et 3 milliards d'excédents de recettes chaque année.

Pourquoi une augmentation des budgets liés à la formation vous semble si nécessaire?

Pour d'évidentes raisons: augmentation de la population, augmentation des étudiants, augmentation des domaines dans lesquels on leur demande d'avoir des réponses: écologie, mobilité, réchauffement climatique, énergie, numérisation, intelligence artificielle. Une somme de nouveaux domaines qui font que l'on doit avoir des jeunes très bien formés. Nous n'avons rien d'autre en Suisse, il est fou de vouloir économiser sur les cerveaux.

Soutenir les paysans et l'armée plutôt que la formation et la recherche, n'est-ce



pas un peu dans l'ADN du pays?

Bien sûr, on a envie de soutenir nos paysans, et je comprends qu'on veuille le faire. Pour l'armée, c'est moins légitime, elle ne répond pas au défi sécuritaire ni aux menaces d'aujourd'hui. La principale menace, le point sur lequel nous sommes attaqués aujourd'hui, la cybersécurité, l'armée ne s'en occupe pas. Cherchez l'erreur.

Vous citez un haut fonctionnaire qui avoue pleurer devant le niveau des parlementaires...

Le parlementaire n'est pas bête par définition, il est représentatif de la population, il y a donc de tout. Alors que dans l'Administration fédérale prévaut un niveau de qualité, de maîtrise des dossiers impressionnant. Le revers de la médaille, c'est que face à des parlementaires qui sont dans un souci électoral de donner une visibilité spectaculaire à ce qu'ils disent, quoi qu'ils disent, et qui forcément font des raccourcis, les fonctionnaires pourront être agacés, eux qui travaillent depuis quinze ans sur le sujet concerné.

Du coup, ils se montrent très conservateurs, persuadés que s'il fallait changer quelque chose, ils y auraient déjà pensé.

Vous adorez les lobbys, qui ont si mauvaise réputation dans le public...

Ils sont indispensables dans un système démocratique. Un lobby, c'est la société civile, des intérêts particuliers qui donnent leur point de vue sur une thématique. Ce sont les assurances, les paysans, mais aussi les cantons, qui sont un lobby très puissant à Berne, ou encore les mouvements LGBT, les écolos, etc. En réalité, tous les élus sont aussi des lobbyistes, chacun défend ses petites passions, si quelqu'un aime bien la chasse, il se fera lobbyiste des chasseurs. Moi-même, je peux être considéré comme un lobbyiste des start-up.

Vous semblez préférer les lobbys «méchants» aux «gentils»...

Les méchants, ayant beaucoup à se faire pardonner, vous traitent bien, essayent de vous convaincre sans être trop agressifs.

«Tous les élus sont aussi des lobbyistes, chacun défend ses petites passions. Moi, je peux être considéré comme un lobbyiste des start-up»

Les gentils lobbys, eux, ont tendance à vous engueuler. Un vendeur d'armes fera profil bas, mais un défenseur du climat vous engueulera, à juste titre peut-être, sauf que c'est casse-pied de se faire engueuler.

Vous, l'ancien journaliste, expliquez n'avoir pas trop goûté l'emballement médiatique autour de l'affaire Buttet...

Cette affaire a donné lieu à un délire général, présentant le Palais fédéral comme un lieu de débauche où tout le monde harcèle tout le monde, ce qui est faux. Comme deux parlementaires ont dit ouvertement dans les médias être harcelées, une commission chargée de recueillir les plaintes a été mise en place. Résultat: zéro plainte en une année. Interrogée il y a quelques mois, l'une des présumées victimes a répondu n'avoir pas eu le temps. Je trouve ce message désastreux. Quand on est harcelée, on dépose plainte. Sauf s'il s'agit juste de faire parler de soi et de se positionner dans l'air du temps.

À lire: Fathi Derder, «Les petits secrets du Palais», Éditions Slatkine. En vente sur exlibris.ch



Bio express

Né le 4 décembre **1970** à Lausanne

1993 Lance la radio du campus lausannois, Fréquence Banane, effectue son stage de journaliste au journal «La Côte», passe par Radio Lac. Engagé à la RTS où il est successivement correspondant à Genève, reporter international et rédacteur en chef adjoint

2008 Rédacteur en chef de La Télé

2011 Élection au Conseil national sur la liste du PLR vaudois

2015 Réélection au Conseil national

2017 Rédacteur en chef du quotidien économique romand l'«Agefi», qu'il quitte en juillet 2018

